

porte-parole de l'opposition. Malheureusement, jusqu'ici je n'ai rien pu trouver d'assez substantiel à réfuter. En réalité, ils se sont desservis eux-mêmes par les faiblesses de leurs arguments et les contradictions qu'ils contenaient en abondance. Il faut probablement s'y attendre, car il leur faut faire leur boulot et cela comporte un gros effort lorsqu'il s'agit d'un budget aussi solide que celui-ci. Mais voilà que les grosses légumes s'annoncent;—sauf erreur, le député de Prince Edward-Hastings (M. Hees) doit prendre la parole après moi—aussi, le rythme de la discussion devrait s'accélérer et la fièvre devrait s'emparer de la Chambre comme il se doit.

• (5.20 p.m.)

En toute sincérité, je trouve le budget extrêmement ingénieux car il traite des problèmes tels qu'ils sont et non pas tels que nous aimerions qu'ils soient, et il en traite d'une manière réaliste. Nous sommes capables de voir les choses dans leur optique propre et d'envisager la situation actuelle de notre pays dans son contexte universel, en tant que grande nation commerçante tout en tenant compte du programme appliqué depuis bien des mois pour enrayer l'inflation, programme qui a remporté beaucoup de succès mais accompagné, hélas, des effets secondaires regrettables, auxquels il fallait s'attendre, et qui ont sûrement dépassé nos prévisions.

Nous avons eu recours à des instruments plus particuliers et incisifs que d'autres plus généraux et approximatifs que le député de Waterloo propose. Son parti présente toujours un programme au point, mais aujourd'hui, il offre une solution démesurée sans en saisir vraiment les conséquences. Je ne veux pas dire que l'action est mauvaise, mais ce n'est pas celle que nous avons choisie. Nous avons opté pour la solution des problèmes régionaux surtout, et nous essayons d'y faire porter notre attaque.

Le budget me semble particulièrement cohérent et solidaire d'un programme global. Je doute qu'on puisse l'isoler d'autres programmes que le gouvernement poursuit si on le considère par rapport aux Livres blancs sur la réforme fiscale, la sécurité de revenu et l'assurance-chômage, aux politiques fiscales et monétaires du gouvernement, et à l'initiative de la Commission des prix et des revenus. Toutes ces choses expriment la pensée du gouvernement et ce sont les étapes distinctes vers la solution de nos problèmes.

La caractéristique la plus importante du budget est le rejet des anciens programmes uniformes et universels qui étaient peut-être satisfaisants à l'époque, et c'est peut-être à cause des programmes et des politiques de bien-être de ce genre que nous appliquons depuis quelques années, que notre économie a évolué et s'est transformée. Lorsque nous mentionnons la catégorie moyenne de revenus à l'heure actuelle, nous voulons vraiment parler de ceux dont le revenu s'échelonne entre \$10,000 et \$25,000. Je pense que notre pays est chanceux que ses citoyens touchent un revenu moyen de cette importance. Au lieu de nous intéresser à l'universalité, nous nous attaquons à des problèmes précis. Je pense que nous étions bien intentionnés à l'époque lorsque nous cherchions à élimi-

ner l'évaluation des moyens qui est avilissante. C'est une perspective à laquelle nous ne voulons pas faire face et nous ne voudrions pas non plus que d'autres aient à l'envisager. En général, ce n'est pas un programme efficace au point de vue administratif. Il s'ensuivait que ceux qui avaient vraiment besoin d'aide dans notre société opulente et mouvante étaient moins secourus, tandis que ceux qui n'en avaient pas besoin en obtenaient. Cette façon de procéder était coûteuse et inefficace. Nous concentrons maintenant nos efforts sur les nécessiteux. Je ne prétends pas du tout que nous faisons pour eux tout le nécessaire ou tout ce que nous souhaiterions, mais j'estime que nous faisons, par étapes, tout ce qui est possible.

Le pompage a été réduit au minimum. Les propositions présentées dans ce budget et dans d'autres programmes sont économiquement viables, ce qui importe au plus haut point. Inutile de gaspiller de l'argent dans des programmes de bien-être. Certains de ces derniers doivent être maintenus, mais, dans la mesure du possible, nous devrions élaborer le genre de programme qui peut subsister de lui-même et aider les dépourvus à se relever et à assurer leur propre subsistance. Certaines personnes prétendent qu'en assurant aux gens ce genre d'assistance, nous sommes en train de créer un État providence, un genre de société qui vit en permanence de l'assistance publique. Dans une grande mesure, ce fut le cas dans le passé, et nous essayons de faire disparaître cette tendance à vivre de l'assistance publique, qui se perpétue d'une génération à l'autre dans certaines familles.

Certes, ces gens sont l'exception. La règle, telle qu'elle se dégage d'enquêtes faites au Canada aussi bien qu'ailleurs, c'est qu'une très forte proportion des personnes qui reçoivent des prestations sociales sont inaptes au travail pour bien des raisons. Quarante-cinq p. 100 d'entre elles sont non employables par suite d'incapacités physiques ou mentales. Elles ne peuvent travailler ou elles sont trop âgées. Plus du tiers de ces personnes sont des femmes abandonnées de leur mari, des divorcées ou des veuves, qui ont à leur charge des enfants d'âge scolaire. Si l'on fait le décanage, on trouve que moins de 5 p. 100 des allocataires sont aptes au travail mais sans emploi. Les sociologues nous disent que même parmi ce groupe il y a des problèmes psychologiques non détectés qui peuvent empêcher certaines personnes de travailler. Ces études sont menées au Canada aussi bien qu'aux États-Unis. Les résultats se ressemblent de façon étonnante dans les deux pays. Ce serait une honte de croire que ce groupe de 5 p. 100 est un groupe typique.

Certains préconisent l'abolition des programmes d'assistance parce qu'il y a des abus. Il ne sert à rien, cependant, de tout rejeter en bloc. À mon avis, ceux qui abusent des programmes gouvernementaux et du régime fiscal ne sont pas tous des assistés sociaux. Bien des gens fortunés abusent de notre régime d'une façon ou d'une autre, alors ne jetons pas la pierre à ce petit groupe.

Nous nous rendons compte, je pense, que les paiements de péréquation, qui font partie de notre régime et qui ont été utiles dans le passé, ne sont pas efficaces lorsqu'il s'agit de parer aux disparités régionales. Ceux parmi nous qui viennent de régions favorisées—à mon avis, ma région l'est de façon particulière—sont conscients de